

La stratégie des petits pays comme la Suisse face aux pyromanes-pompiers

Autor(en): **Sayegh, Raymond**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2009)**

Heft 5

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348858>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



La frégate allemande *Niedersachsen* (F-208) montre les limites de la puissance navale des petits Etats, dépendants de l'infrastructure, de la protection et du soutien logistique des grands acteurs en haute mer.

Stratégie

La stratégie des petits pays comme la Suisse face aux pyromanes-pompier

Raymond Sayegh

Prof. Dr d'Etat français en sciences politiques

La question fondamentale qui s'impose aux nombreux petits pays dans le monde est de savoir s'ils sont capables d'élaborer une vision nationale sans connaître ou sans se préoccuper des stratégies des grandes puissances, détentrices d'un siège permanent et du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU ? Il s'agit bien entendu des Etats-Unis, de la Chine, de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne. Dans mon dernier ouvrage,¹ cette question reste lancinante et se traduit par le proverbe africain : « Quand deux éléphants se battent, c'est la prairie qui en pâtit », complété par « ...et quand ils font l'amour aussi ».

Les petits pays sont caractérisés ici par leur faible démographie, leur relative faiblesse en matière de moyens de défense, leur superficie restreinte et souvent leur situation géographique, enclavée entre des voisins turbulents. Certains d'entre eux, conscients de cet état des lieux, pensent avoir résolu et répondu à la question en

croyant se mettre à l'abri sous le parapluie d'un des cinq Grands ou d'une organisation politico-militaire. Mais à quel prix, dans la mesure où les petits, selon le principe du retour sur investissement, doivent suivre leurs protecteurs respectifs dans des conflits géostratégiques, militaires et des rivalités économiques qui ne sont pas forcément les leurs ?

L'équation est simple : « Vous me suivez ou je ne vous protège plus ». L'analyse qui suit s'articule autour de deux axes.

Les partenaires-rivaux

Moult exemples sont édifiants. Les Etats-Unis et la Russie se retrouvent dans la lutte contre le terrorisme, Tchétchénie oblige, mais s'opposent dans de nombreux dossiers concernant, entre autres, le Proche-Orient, l'Iran, le Caucase, le bouclier anti-missile, etc.

La Russie et la Chine ne permettront en aucun cas une *pax americana* au Moyen-Orient, région riche en hydrocarbures et carrefour des voies de communication, au risque de déséquilibrer les rapports de force entre grandes puissances. Une mainmise américaine sur cette région signifierait, entre autres, le contrôle du pétrole saoudien, irakien, iranien, koweïtien etc., ce qui n'aurait pas l'heur de plaire à Moscou et à Pékin.

La France, un des moteurs avec l'Allemagne au sein de l'Union européenne, pourra apporter son soutien à tout règlement définitif du conflit israélo-arabe, mais sera inopérant au niveau de toute critique de fond vis-à-vis de sa politique en Orient et notamment israélienne. En outre, l'Allemagne fait partie de la formule 5+1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne). Ce pays, en raison de son lourd passé, aura toujours une position extrêmement délicate envers Israël. Grosso modo, l'Union européenne ne peut faire preuve d'objectivité dans ce conflit, étant marquée profondément par la tragédie nazie -qui est un fait européen- et par ce qu'on appelle « la civilisation judéo-chrétienne », sous peine d'être traitée d'antisémite. La sensibilité européenne

La capacité de développer des systèmes d'armes complexes est limitée par les ressources financières et technologiques, ainsi que par le marché intérieur. Ici, un missile de croisière *Storm Shadow* est lancé d'un *Mirage 2000D*.



est en permanence à vif dès que l'on aborde le conflit israélo-arabe et le conflit israélo-palestinien. L'Union européenne ne pourra se contenter que de déclarations d'amitié envers tous les peuples de la région, en fournissant néanmoins son aide humanitaire à la population palestinienne meurtrie par un drame reconnu par tous, par la réaffirmation de l'existence de l'Etat d'Israël et par un appoint éventuel à une solution définitive. Les déclarations stéréotypées sont légion dans le sens de la condamnation des violences qui « menacent la stabilité de la région et risquent de porter atteinte à la poursuite du processus de paix ».² La Grande-Bretagne, puissance européenne mais anglo-saxonne, s'aligne en principe sur la politique américaine depuis des décennies, bien que des interprétations puissent varier entre Londres et Washington sur certains des aspects des relations internationales. Il n'empêche que la Grande-Bretagne n'ira pas à l'encontre d'un plan américain sur le Proche-Orient. On aurait pu en attendre davantage de Londres. Il suffit de rappeler que la Grande-Bretagne est parfaite connaissance du conflit israélo-arabe, par le biais du protectorat britannique sur la Palestine. Et pourtant, lors du partage de la Palestine par l'ONU en 1947, la Grande-Bretagne avait voté abstention.

Des cinq Grands, les Etats-Unis semblent plus à même d'enclencher le processus d'un règlement équitable. Les moyens américains sont colossaux. Il suffira de rappeler l'aide substantielle accordée à la région et en particulier à Israël sur le plan militaire, diplomatique, politique, économique et financier, pour imaginer que l'on puisse pousser les belligérants à la résolution de leur contentieux, sous peine de l'arrêt de cette manne gigantesque et vitale aux gouvernements de la région. Mais la politique américaine est fonction de la pression du lobby juif aux Etats-Unis, de certaines forces politiques en Israël, et des difficultés du gouvernement actuel à accepter l'idée d'un Etat palestinien, se contentant de proposer des accords économiques. En outre, Washington ne permettra en aucune façon de se faire supplanter dans un règlement quelconque au Proche-Orient par ses pairs au Conseil de sécurité. Dans l'esprit américain, Israël est une chasse gardée de l'Oncle Sam et toute tentative extérieure de règlement reste marginalisée.

Leur implication dans les conflits régionaux

Quasiment tous les conflits majeurs (non résolus) et mineurs (par procuration) sont estampillés de la marque des grandes puissances: le Liban, l'Irak, l'Afghanistan,



La plupart des petits pays trouvent leur protection au sein d'une organisation de sécurité collective, à l'instar de la Norvège avec l'OTAN. Ici, un véhicule transport de troupes (VTT) Sisu de la KFOR.

le nucléaire, le Kosovo, le Caucase, la Somalie, les deux Corée, Taïwan, le Tibet, la Tchétchénie, l'Ukraine, Chypre, l'Irlande, le Darfour, les ingérences en Afrique et en Amérique latine... Leur influence ponctue l'histoire du sionisme et du nationalisme arabe depuis des décennies, jusqu'à la conférence d'Annapolis.

Une trentaine de plans de paix, solutions sans règlement, balise la longue route des guerres ouvertes et larvées mettant la paix du monde en danger. Une *pax americana* est-elle possible? La création de micro-Etats confessionnels est-elle en marche? La stratégie américano-israélienne des Horaces et des Curiaces réduira-t-elle la résistance palestinienne à sa plus simple expression?

Devant l'incapacité à appliquer leurs propres résolutions, les détenteurs du droit de veto au Conseil de sécurité, partenaires-rivaux, sont réduits à gérer les crises, à l'instar d'un malade qui s'accommode de son mal. Gestion, solution et règlement ne sont pas synonymes.

Conclusion

Dans l'attente hypothétique où les petits pays pourraient constituer un bloc qui aurait droit de cité et qui se poserait en conscience face aux Géants, la Suisse devrait rester à l'abri de sa neutralité,³ compte tenu des jeux et des enjeux des grandes puissances lesquelles - par l'instabilité de leurs alliances, leurs mauvais choix stratégiques, la non application de leurs propres résolutions votées au Conseil de sécurité de l'ONU, leur politique de deux poids deux mesures - fragilisent les petits pays face aux grandes et aux futures crises.

R.S.

1 Raymond Sayegh. La gestion du chaos par les grandes puissances. Le rôle des pyromanes-pompiers dans le labyrinthe oriental. Ed. Slatkine, Genève, 2009, 261 p.

2 A.T (avec ATP). « La communauté internationale appelle à l'arrêt des violences », Le Figaro du lundi 3 mars 2008, p. 6.

3 Raymond Sayegh. Géopolitique de la neutralité. Analyse comparative de huit pays. Revue militaire suisse (RMS), no 1, janvier-février 2007, pp. 20-23.